

## Presse : la droite veut renforcer sa main mise sur l'AFP avant 2012.

Les salariés de l'Agence France Presse savourent leur victoire (temporaire) grâce à leur grève de 24 heures. Ils ont réussi à repousser l'examen au Sénat du projet de réforme de leur statut. Déposé par le sénateur UMP Jacques LEGENDRE, le texte prévoit notamment de modifier la composition du Conseil d'Administration de l'Agence : « *la proposition revient presque à doubler la part des représentants de l'état dans les désignations du Conseil d'Administration* » accuse l'intersyndicale. Un calendrier qui ne doit rien au hasard. « Si le parti présidentiel et *la bande du Fouquet's* ne veulent plus du statut de l'AFP, c'est bien évidemment dans l'optique de 2012 et cela traduit leur volonté d'un contrôle renforcé sur l'ensemble des médias ».



## Retraites complémentaires : floués les cadres vont en justice

27 000 euros de perte sur toute la période de la retraite, c'est l'impact calculé par un cabinet spécialisé, du plafonnement pour les cadres, des majorations familiales, prévu par l'accord sur les retraites complémentaires signé en mars de cette année. Prétextant un « alignement » des avantages des cadres et des non cadres, patronat et syndicats (sauf, la CGT et la CGC) ont permis l'application de mesures restrictives pour les premiers, moindre majoration du point de calcul des pensions (0,4 %, contre 2,11 %) et plafonnement des bonus pour trois enfants et plus. Les deux syndicats non signataires faisaient, le 20 juin dernier, une conférence commune pour annoncer leur intention de faire reconnaître par la justice cette discrimination.

## Pentecôte : 378 millions d'euros pris aux personnes âgées !

Une députée d'un parti de gauche, affirme qu'une partie de l'argent de ce jour travaillé sert « au colmatage » du trou de la Sécu et non à la prise en charge des personnes âgées. Ce qui est confirmé par Pascal Champvert président de l'Association d'Aide aux Personnes Agées : 378 millions d'euros sur la somme globale de 2 milliards servent à renflouer, les caisses de l'assurance maladie.

Et dire que le gouvernement envisage une nouvelle journée de solidarité.

## Salaires

### 75 % des branches sous le SMIC, ça, ça ne choque pas FILLON !

Augmenter le SMIC « une faute économique » répond François FILLON aux plus de 3 millions de salariés qui touchent ce salaire minimum en France. Pas de « coup de pouce » du gouvernement, donc au 1<sup>er</sup> juillet prochain en dehors des 2 % légaux. Mais cette légère hausse suffira à faire basculer 126 branches, soit 75 % d'entre elles dans l'illégalité pour non respect du SMIC. C'est ce même FILLON qui a suspendu pour deux ans jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les sanctions prévues par la loi pour ces branches en infraction !

Imaginant sans doute faire passer la pilule, François FILLON s'est en revanche dit « choqué » par le salaire de certains patrons du CAC 40, jurant du même coup réfléchir « à surtaxer les entreprises qui délivrent des rémunérations exorbitantes » paroles, paroles...

## Salaires

Aux Etats-Unis, le salaire des dirigeants des 500 plus grosses entreprises a augmenté de 18 % en 2010. La rémunération médiane soit 6 millions d'euros a bondi de 35 %. En Grande Bretagne, celle des patrons des 100 plus grosses sociétés, soit 4,2 millions d'euros a grimpé de 32 %. Au Japon, les dirigeants de NISSAN sont, eux, deux fois mieux payés que ceux de TOYOTA ou de HONDA.

Rappelons qu'en 2009, Carlos GHOSN également PDG de Renault avait gagné 8,1 millions d'euros !

## La parole à....

René Mouriaux, historien spécialiste du syndicalisme : "la défaite des salariés face à la contre-réforme des retraites a laissé le mouvement social désarticulé et privé de perspectives. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de capacité syndicale ou politique d'indiquer un rebond. Aujourd'hui, il me semble que les seuls mouvements sociaux organisés se limitent à des niveaux sectoriels (enseignants par exemple). Il y a bien des conflits salariaux dans le secteur privé (métallurgie, etc.), mais il leur manque une revendication unificatrice. La CGT prône un Smic à 1 700 euros bruts, mais cela ne suffit pas à donner une perspective commune à tous les salariés. Pourtant, ces derniers doivent faire face aux phénomènes globaux que sont l'inflation, la flambée du prix de l'énergie, la baisse du pouvoir d'achat. Ce qui frappe, c'est le décalage entre un mécontentement généralisé, nourri de causes objectives, et l'absence de réponse coordonnée, qu'elle soit politique ou syndicale. Pendant le mouvement des retraites, il y a bien eu un slogan porteur : "travailler moins, travailler mieux, travailler tous", qui abordait de front conditions de travail et chômage. Le problème est que ce manque de projets suffisamment articulés génère des frustrations. C'est ce qui explique la poussée du "nouveau" FN, qui attire les couches populaires avec un grand sens tactique. C'est l'un des rares partis à dire "les ouvriers", alors même que le Think Tank Terra Nova recommande au PS de les abandonner au FN. Le Front de gauche n'utilise pas assez l'expression de "classe ouvrière". A trop s'écarter de l'analyse marxiste, on laisse le FN se présenter comme un parti social, ce qu'il n'a jamais été. Il faut s'en méfier. Heureusement, les syndicats ne restent pas inactifs. Le texte démontant l'argumentaire du FN publié par la CGT est une bonne chose. Il faut aller de l'avant."

## Bilan annuel 2010

### Négociation collective : tristes constats

Réunion de la Commission Nationale de la Négociation Collective (CNNC) du 5 juillet 2011

Réunie en séance plénière, la Commission Nationale de la Négociation Collective a procédé à « l'examen du bilan annuel de la négociation collective 2010 ».

La CGT a rappelé le contexte de cette période, marquée par les puissantes mobilisations unitaires, pour contester la réforme des retraites largement rejetée par une forte majorité des français. Ni l'entêtement du gouvernement à refuser d'ouvrir les négociations avec les organisations syndicales, ni son passage en force pour appliquer cette réforme soutenue par le patronat et les marchés financiers n'ont pu faire oublier aux français le caractère brutal de cette réforme qui demeure injuste et inefficace.

Comme il avait tenté de le faire en 2010, le gouvernement, comme à son habitude, attend les congés d'été pour instaurer les coups bas.

A peine la mauvaise réforme de 2010 entrée en vigueur, plusieurs articles de presse annoncent que le gouvernement s'apprêterait, en se retranchant derrière un « avis technique » du COR purement formel, à allonger de nouveau d'un trimestre la durée de cotisations requise pour l'obtention du taux plein. Celle-ci passerait de 165 à 166 trimestres pour la génération 1955.

Convoquer la CNNC pour promouvoir le dialogue social est donc de la pure forme pour ce gouvernement, rappelons que dans le même temps, les mesures prises ont été dans un seul sens en faveur du patronat et au détriment des droits des salariés :



suite →